

(1)

(N° 243)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 MAI 1922.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les Budgets de l'exercice 1922, autorisant la perception des impôts et contenant des dispositions diverses.

DISJONCTION DE L'ARTICLE 7.

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Lors de l'examen du projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les Budgets de l'exercice 1922, votre Commission vous a signalé — et vous avez par la suite reconnu — l'utilité de disjoindre la disposition formant l'article 7 de ce projet, en vue d'un examen particulier et d'un vote séparé.

Cette disposition concerne les lois coordonnées des 29 octobre 1919 et 3 août 1920 sur les revenus.

Elle a pour objet la taxe sur les capitaux investis dans les affaires industrielles, commerciales et agricoles.

Il paraît indispensable de reprendre, sans différer davantage, cet examen.

En effet, ce texte est de nature à influencer l'application d'une des dispositions les plus importantes du projet de loi tendant à améliorer la situation financière des provinces et des communes, et il importe qu'il puisse sortir ses effets en même temps que cette loi.

(1) Projet de loi, n° 7.

Rapport, n° 15.

(2) La Commission, présidée par M. MECHÉLYNCK, était composée de MM. BERTRAND, CARLIER, DE WAUTERS, D'OPINTER, FLAGEY, HALLET, HELLEPUTTE, MECHÉLYNCK, PEPIN, PONCELET et WAUWERMANS.

Pour permettre de saisir la portée exacte de la première disposition du projet de loi, il convient de résumer l'application de la loi sur les revenus aux bénéfices des sociétés anonymes.

Ces bénéfices donnent ouverture à : 1° des taxes professionnelles à charge de la société et, ensuite et éventuellement, à charge des membres des conseils ; 2° éventuellement une taxe mobilière, sans cumul de taxation, sur la fraction des bénéfices distribués aux actionnaires.

La société est directement assujettie à la taxe professionnelle en raison de l'ensemble de ses opérations et sur tous les bénéfices sociaux. Cette taxe est assise sur l'élément de réalisation. L'élément distribution donne ouverture à la taxe mobilière sur la partie des bénéfices distribués aux actionnaires, et à une taxe professionnelle sur la somme répartie aux conseils. Elle est acquittée par la société. Au regard du fisc, ce sont les actionnaires et les administrateurs qui sont, en fait, débiteurs de la taxe sur les dividendes et les émoluments distribués.

On peut considérer la taxe mobilière comme frappant le revenu des capitaux engagés par les actionnaires : il n'y a pas de distinction d'ordre économique à faire à cet égard entre le dividende de l'action et l'intérêt des prêts, pas plus qu'entre l'émolument de l'administrateur et le traitement du directeur.

Cette notion justifie la déduction qui est opérée pour la taxe professionnelle de la société ; ou fait abstraction des éléments assujettis à la taxe mobilière retenue sur les dividendes et à la taxe professionnelle sur la part des conseils, établies au taux uniforme de dix pour cent.

L'article 35, § 3, des dites lois coordonnées stipule, en effet, que « pour les » sociétés possédant une personnalité juridique, la taxe est réglée à raison de » leurs bénéfices *diminués des revenus distribués* ou assujettis à la taxe mobilière » comme revenus des capitaux investis. »

Supposons une société ayant réalisé un bénéfice social de 100,000 francs, donnant ouverture à une taxe professionnelle de 7,960 francs. Elle affecte 60,000 francs au dividende des actionnaires ou aux émoluments de ses administrateurs et commissaires et applique le surplus aux réserves : la distribution de ces 60,000 francs entraîne une taxe de 6,000 francs. La taxe professionnelle sera réduite à 2,035 francs correspondant au bénéfice de 40,000 francs non distribué.

Dans l'hypothèse que nous venons de relater, la situation, au regard du bénéfice professionnel de la société, est identique à celle qu'aurait créé pour elle le paiement de 60,000 francs d'intérêts et traitements portés en frais généraux au compte de profits et pertes et réduisant d'autant le bénéfice professionnel.

Ce système consacre la distinction entre la société, être moral, et les actionnaires personnes physiques qui la composent. Comme conséquence logique, on doit admettre que les bénéfices non distribués, non incorporés dans le capital, mais portés en réserves ne peuvent être l'objet de la taxe mobilière à charge des actionnaires ; il n'y a pas de revenu de l'actionnaire là où rien de ce qui constitue la masse sociale n'entre dans son patrimoine personnel, lorsqu'il n'acquiert un droit personnel sur une part déterminée et spécialisée de cette masse.

Les réserves des sociétés par actions ne sont pas imposées à la taxe mobilière actuellement parce que non réparties.

Ces règles de perception ne sont pas les mêmes que celles actuellement appliquées lorsque c'est une personne physique qui poursuit des opérations commerciales ou industrielles en faisant fructifier son capital.

Les produits bénéficiaires ne se divisent pas en deux parties, l'une demeurant en possession d'un être moral, l'autre répartie aux associés, qui sont assimilés à des bailleurs de fonds. Il n'y a plus qu'une personne qui perçoit et qui bénéficie.

La loi considère le commerçant ou l'industriel comme son propre bailleur de fonds. Elle fait deux parts des bénéfices réalisés. Elle considère la première comme la rémunération d'un revenu de ce capital, revenu qui ne peut dépasser 6 % (art. 14, 3°, 18, 27, § 3).

Peu importe qu'il ait retiré de ses affaires cette portion des bénéfices réalisés, ou l'y ait laissé engagée. La taxe frappe le revenu du capital investi, pour totalité, sans rechercher l'affectation donnée (art. 27, § 2, 4° et 5°).

Pour établir l'uniformité de taxation entre la personne morale et la personne physique, il faut, ou bien revenir sur le système actuel appliqué aux personnes physiques — ce qui est impossible — ou l'étendre aux personnes morales : c'est la modification proposée.

La société anonyme a, comme le particulier, son capital; celui-ci coopère à la formation des bénéfices dans les mêmes proportions que celui investi par la personne physique.

Il est impossible de contester la justice et le bien-fondé de la disposition nouvelle.

Sans doute, elle est de nature à augmenter la charge fiscale des sociétés. Celles-ci auront à supporter immédiatement la taxe de dix pour cent sur une partie des bénéfices qui sont actuellement soumis à la taxe professionnelle. On sait, en effet, que la taxe professionnelle est progressive : elle est appliquée pour chaque redevable par tranche de revenus annuels de 3,000 francs; le taux de deux à la base n'atteint 10 % que lorsque le revenu dépasse 48,000 francs. Les sociétés peuvent être taxées par tranches de revenus correspondant au vingtième des capitaux investis. La première tranche est taxée à raison de 3 %, les tranches suivantes avec une progression de 1 %.

Actuellement, cette différence entre la taxe professionnelle et la taxe mobilière ne devait être acquittée que lors et en cas de répartition. Elle n'était même pas perçue en cas de perte ultérieure des sommes mises en réserves. Il y aura donc majoration de la perception, mais il ne semble pas que cette aggravation puisse être bien considérable.

Il est à observer, d'autre part, que si l'on concède aux communes le droit de frapper des additionnels à la taxe mobilière sur les revenus des capitaux investis, il est indispensable de ne pas faire de distinction entre le capital investi des sociétés et celui des particuliers.

Le projet de loi permettra donc d'atteindre les revenus du capital investi, sans devoir rechercher quel est le titulaire des revenus produits par ce capital, particulier ou société.

Est-il superflu de signaler que les règles de détermination du capital investi ne peuvent être autres que celles qui ont été adoptées pour l'application de l'article 35, § 3, des lois coordonnées sur les revenus, et de l'article 13 de la loi sur les bénéfices exceptionnels. (*Circ. minist.*, § 41.)

Il est constitué par l'addition du capital réel, au commencement de l'exercice, et des réserves, y compris celles de réévaluation qui ont acquis le caractère d'un bénéfice définitif passible de la taxe mobilière ou de la taxe professionnelle. (Rapport de la Section centrale, *Doc. parl.*, 1919-1920, n° 240 et réponse à la question n° 112 du 25 avril 1922, p. 254.)

C'est de ce capital réellement investi que l'on devra tenir compte pour le calcul de la taxe mobilière du revenu qu'il a produit.

Il est d'évidence qu'il n'y aura taxation que s'il y a bénéfice. Une société — pas davantage qu'un particulier — qui clôture son bilan en perte, n'a aucune charge à acquitter.

La taxe mobilière de 10 % sera appliquée sur les revenus effectifs du capital. Il sera parfois difficile d'opérer la discrimination des produits du capital et de ceux de l'activité professionnelle, alors que l'on doit appliquer le revenu réel et net comme base de la taxe mobilière. Le taux de 6 % est un maximum.

Pour réaliser la réforme proposée il suffit de supprimer un membre de phrase à l'article 14 des lois sur les revenus et d'intercaler un nouvel alinéa à l'article 21. Ainsi le texte de cette loi organique restera-t-il complet, sans qu'il faille recourir à une disposition perdue sous une autre rubrique.

La dernière disposition du projet est transitoire. Elle se justifie d'elle-même.

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

(I)

ANNEXE AU N° 243.

BIJLAGE VAN N° 243.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les Budgets de l'exercice 1922, autorisant la perception des impôts et contenant des dispositions diverses.

ART. 7.

§ 1^{er}. Par modification à la finale du n° 3 de l'article 14 des lois coordonnées des 29 octobre 1919 et 3 août 1920, la taxe mobilière sur les revenus des capitaux investis dans toutes affaires industrielles, commerciales ou agricoles, est également applicable en ce qui concerne les sociétés par actions visées au n° 1 dudit article, sauf qu'en l'espèce les revenus présumés des capitaux investis sont diminués des revenus prélevés sur les produits du même exercice social pour être attribués aux actions ou parts.

§ 2. La taxe mobilière sur les revenus de tous capitaux investis est établie sur les éléments afférents à l'année

Wetsontwerp tot toekenning van voorloopige credieten te gelden op de Begrotingen voor het dienstjaar 1922, tot toelating om de belastingen in te vorderen en tot invoering van verscheidene bepalingen.

ART. 7.

§ 1. Bij wijziging der slotbepaling van n° 3 van artikel 14 der samengeordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920 is de belasting op roerende zaken, te heffen van de inkomsten der kapitalen aangewend in alle handels-, nijverheids- of landbouwzaken, eveneens van toepassing wat betreft de in n° 1 van gemeld artikel bedoelde vennootschappen op aandelen, behoudens dat, ter zake, de vermoedelijke inkomsten der aangewende kapitalen verminderd worden met de inkomsten afgehouden van de opbrengsten van hetzelfde maatschappelijk boekjaar om aan de actiën of aandelen toegekend te worden.

§ 2. De belasting op roerende zaken, te heffen van de inkomsten van alle aangewende kapitalen, wordt gevestigd

TITRE ET TEXTES
PROPOSÉS PAR LA COMMISSION.

Projet de loi modifiant les articles 14 et 21 des lois coordonnées des 29 octobre 1919 et 3 août 1920 sur les revenus.

ARTICLE PREMIER.

Les mots « exploitées autrement que par les sociétés visées au 1° ci-dessus » sont supprimés au 3° a) de l'article 14 des lois des 29 octobre 1919 et 3 août 1920 (1).

ART. 2.

Il est ajouté à l'article 21 des lois précitées deux alinéas ainsi conçus :

§ 3. La taxe mobilière sur les revenus de tous capitaux investis est établie sur les éléments afférents à l'année

(1) En conséquence cet alinéa sera désormais rédigé comme suit :

« 3° Revenus : a) de tous capitaux investis dans toutes affaires industrielles, commerciales ou agricoles. »

TITEL EN TEKST VOORGESTELD
DOOR DE COMMISSIE.

Wetsontwerp tot wijziging der artikelen 14 en 21 der samengeordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920 op de inkomsten.

EERSTE ARTIKEL.

De woorden « anders dan door de bij n° 1° hierboven bedoelde vennootschappen worden gedreven » vallen weg in n° 3° a) van artikel 14 der wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920 (1).

ART. 2.

Aan artikel 21 der vóórnoemde wetten wordt eene alinea toegevoegd, luidende :

§ 3. De belasting op roerende zaken, te heffen van de inkomsten van alle aangewende kapitalen, wordt gevestigd

(1) Dienvolgens moet deze alinea voortaan luiden :

« 3° Inkomsten : a) van alle kapitalen aangewend in alle nijverheids-, handels- of landbouwzaken. »

antérieure ou à l'exercice social d'égale durée clôturé pendant cette année.

Il en est de même de la taxe non perçue par retenue sur les revenus encaissés à l'étranger.

§ 3. Les dispositions du § 1^{er} du présent article seront appliquées pour la première fois en 1922 aux revenus des capitaux investis dans les sociétés par actions dont l'exercice social a été clôturé en 1921.

La taxe restant due pour 1920 sur les revenus des autres capitaux investis sera rattachée à l'exercice 1921.

op de bestanddeelen welke verband houden met het vorig jaar of met het maatschappelijk boekjaar van gelijk en duur, dat tijdens dit jaar werd afgesloten.

Hetzelfde geldt voor de belasting die niet bij wijze van afhouding wordt geheven van de in den vreemde geïnde inkomsten.

§ 3. De bepalingen van § 1 van dit artikel worden voor de eerste maal toegepast in 1922 op de inkomsten der kapitalen aangewend in de vennootschappen op aandelen, waarvan het maatschappelijk boekjaar in 1921 werd afgesloten.

De belasting, over 1920 verschuldigd blijvende op de inkomsten der andere aangewende kapitalen, wordt op het dienstjaar 1921 aangerekend.

antérieure ou à l'exercice social d'égale durée clôturé pendant cette année.

Il en est de même de la taxe non perçue par retenue sur les revenus encaissés à l'étranger.

Disposition transitoire.

ART. 3.

Comme le § 3 et l'alinéa final ci-contre.

op de bestanddeelen welke verband houden met het vorig jaar of met het maatschappelijk boekjaar van gelijken duur, dat tijdens dit jaar werd afgesloten.

Hetzelfde geldt voor de belasting die niet bij wijze van afhouding wordt geheven van de in den vreemde geïnde inkomsten.

Overgangsbepaling.

ART. 3.

Zoals § 3 hiernevens.

(1)

(N^o 243)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 MEI 1922.

Wetsontwerp tot toekenning van voorloopige credieten te gelden op de Begrotingen voor het dienstjaar 1922, tot toelating om de belastingen in te vorderen en tot invoering van verscheidene bepalingen (1).

AFSCHEIDING VAN ARTIKEL 7.

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

Bij het onderzoek van het wetsontwerp tot toekenning van voorloopige credieten te gelden op de Begrotingen voor het dienstjaar 1922 heeft uwe Commissie er op gewezen — en later hebt gij erkend — dat het nuttig was, artikel 7 van dit ontwerp af te scheiden om het afzonderlijk te onderzoeken en aan te nemen.

Deze bepaling betreft de samengecordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920 op de inkomstenbelastingen.

Zij bedoelt de belasting op de kapitalen aangewend in de nijverheids-, handels- en landbouwbedrijven.

Het komt onontbeerlijk voor, dit onderzoek zonder verder uitstel te hervatten.

Inderdaad, die tekst kan invloed oefenen op de toepassing van eene der voor- naamste bepalingen van het wetsontwerp tot verbetering van den financieelen toestand der provinciën en gemeenten, en het behoort dat hij in werking kunne treden tegelijkertijd als deze laatste wet.

(1) Wetsontwerp, n^o 7.

Verslag, n^o 13.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer MECHELYNCK, bestond uit de heeren BERTRAND, CARLIER, DE WOUTERS D'OPLINTER, FLAGELY, HALLET, HELLEPUTTE, PEPIN, PONCELET en WAUWERMANS.

Opdat men een klaar begrip hebbe van de juiste beteekenis der eerste bepaling van het wetsontwerp, behoort het de toepassing der inkomstenbelasting op de winsten der naamlooze vennootschappen beknopt weer te geven.

Deze winsten geven aanleiding : 1^o tot bedrijfsbelastingen ten laste van de Vennootschap en, daarna en bij voorkomend geval, ten laste van de leden der raden ; 2^o bij voorkomend geval, tot eene belasting op roerende zaken, zonder samenvoeging van aanslag, betreffende het gedeelte der winsten, aan de aandeelhouders uitgekeerd.

De Vennootschap is rechtstreeks aan de bedrijfsbelasting onderworpen wegens het geheel bedrag harer verrichtingen en op al de winsten der Vennootschap. Die belasting is gelegd op het deel : gedreven zaken. Het deel : uitkeering geeft aanleiding tot de belasting op roerende zaken, wat betreft het gedeelte der winsten uitgekeerd aan de aandeelhouders, en tot eene bedrijfsbelasting op de som uitgekeerd aan de raden. Zij wordt betaald door de Vennootschap. Tegenover den fiscus zijn de aandeelhouders en de beheerders de belasting op de uitgekeerde dividenden en bezoldigingen feitelijk verschuldigd.

De belasting op roerende zaken kan worden geacht te zijn gelegd op het inkomen van de kapitalen door de aandeelhouders belegd : te dien aanzien dient geen onderscheid in economisch opzicht te worden gemaakt tusschen het dividend van het aandeel en den interest der leeningen, evenmin als tusschen de bezoldiging van den beheerder en de jaarwedde van den bestuurder.

Dit begrip rechtvaardigt den aftrek, die voor de bedrijfsbelasting der vennootschap wordt gedaan, men laat terzijde de bestanddeelen onderworpen aan de belasting op roerende zaken, afgehouden van de dividenden, en aan de bedrijfsbelasting op het aandeel der raden, gelijkelijk vastgesteld op tien ten honderd.

Artikel 35, § 3, van gezegde samengeoordnete wetten bepaalt dat « voor de » vennootschappen, die rechtspersoonlijkheid bezitten, de belasting geregeld » wordt naar hunne winsten *verminderd met de uitgekeerde inkomsten* of aan de » belasting op roerende zaken onderworpen als inkomsten van de aangewende » kapitalen. »

Gesteld eene vennootschap, die eene winst van 100,000 frank heeft gemaakt, welke aanleiding geeft tot eene bedrijfsbelasting van 7,960 frank. Zij betaalt 60,000 frank als dividend voor de aandeelhouders of als bezoldiging harer beheerders en commissarissen; het overige stort zij in het reservefonds : de uitkeering van die 60,000 frank wordt met 6,000 frank belast. De bedrijfsbelasting zal verminderd zijn tot 2,035 frank ooreenstemmende met de niet uitgekeerde winst van 40,000 frank.

In het door ons aangehaald geval, is de toestand der vennootschap, met het oog op de bedrijfswinst, dezelfde als die, welke voor haar zou voortgevloeid zijn uit de betaling van 60,000 frank interesten en jaarwedden, die in de algemeene kosten der winst- en verliesrekening worden opgenomen en de bedrijfswinst met een gelijke som verminderen.

Dit stelsel bevestigt het onderscheid tusschen de vennootschap, rechtspersoon, en de aandeelhouders, natuurlijke personen, waaruit zij is samengesteld. Als

logisch gevolg moet men aannemen dat de belasting op roerende zaken ten laste van de aandeelhouders niet kan geheven worden van de winsten, die niet uitgekeerd, niet bij het kapitaal gevoegd, doch in het reservefonds gestort worden: voor den aandeelhouder is er geen inkomen, wanneer in zijn persoonlijk vermogen niets opgenomen wordt van wat de massa der vennootschap uitmaakt, wanneer hij niet een persoonlijk recht verkrijgt op een bepaald en gespecialiseerd deel dier massa.

De reserves der vennootschappen op aandeelen worden thans niet met de belasting op roerende zaken belast, omdat zij niet uitgekeerd worden.

Deze regelen van heffing zijn niet dezelfde als die welke thans worden toegepast, wanneer het geldt een natuurlijken persoon, die zich op handels- of nijverheidsverrichtingen toelegt en zóó zijn kapitaal winstgevend maakt.

De winsten worden niet verdeeld in twee deelen, het eene in bezit van een rechtspersoon blijvende, het andere uitgekeerd aan de deelgenooten, die met geldschietters worden gelijkgesteld. Er is nog slechts één persoon, die ontvangt en trekt.

De wet beschouwt den handelaar of den nijveraer als zijnde zijn eigen geldschietter. Zij verdeelt de gemaakte winsten in twee deelen. Het eerste beschouwt zij als de vergelding van een inkomen van dit kapitaal, inkomen dat niet 6 t. h. mag overschrijden. (Art. 14, 3^o, 18, 27, § 3.)

Om 't even of hij dit deel der winsten uit zijne zaken heeft getrokken of het daarin gevestigd gelaten heeft. De belasting wordt geheven van het inkomen van het aangewend kapitaal, voor het geheel, zonder na te gaan welke bestemming daaraan gegeven wordt. (Art. 27, § 2, 4^o en 5^o.)

Om de gelijkheid van aanslag tusschen den rechtspersoon en den natuurlijken persoon te vestigen, moet men ofwel afzien van het huidig stelsel toegepast op de natuurlijke personen — dat is onmogelijk —, ofwel het ook op de rechtspersonen toepassen: in dezen zin luidt de voorgestelde wijziging.

De Naamlooze Vennootschap heeft, evenals de particuliere, haar kapitaal; dit kapitaal draagt tot het maken van de winsten bij in dezelfde verhoudingen als het kapitaal aangewend door den natuurlijken persoon.

Men kan de rechtvaardigheid en de gegrondheid van de nieuwe bepaling onmogelijk betwisten.

Ongetwijfeld kan de belasting voor de vennootschappen daardoor verzwaard worden: deze zullen dadelijk de belasting moeten betalen van tien ten honderd op een deel der winsten, die thans aan de bedrijfsbelasting onderworpen zijn. Men weet inderdaad dat de bedrijfsbelasting een klimmende belasting is. Voor elken belastingschuldige wordt zij toegepast per reeks jaarlijksche inkomsten van 3,000 frank; het bedrag van twee aan de bron bereikt alleen dan 10 t. h. wanneer het inkomen 48,000 frank overschrijdt. De vennootschappen kunnen belast worden per reeksen van inkomsten gelijkstaande met een twintigste van de aangewende kapitalen. De eerste reeks wordt belast tegen 5 t. h., de volgende reeksen met eene klimming van 1 t. h.

Dit verschil tusschen de bedrijfsbelasting en de belasting op roerende zaken moest thans slechts bij de uitkeering en in geval van uitkeering betaald worden. Zij werd zelfs niet geheven in geval van later verlies der sommen gestort in het

reservefonds. De heffing zal dus verhoogd worden, doch het schijnt niet dat die verhooging wel aanzienlijk zal kunnen zijn.

Anderzijds dient te worden gezegd dat, zoo men aan de gemeenten het recht verleent om opcentiemen te leggen op de belasting op roerende zaken, te heffen van de inkomsten der aangewende kapitalen, het onontbeerlijk is geen onderscheid te maken tusschen het aangewend kapitaal der vennootschappen en dit van de particulieren.

De wet zal dus toelaten, de inkomsten van het aangewend kapitaal te belasten zonder te moeten nagaan aan wien, particuliere of vennootschap, de inkomsten, door dit kapitaal opgebracht, ten goede komen.

Is het overbodig er op te wijzen, dat de regelen tot bepaling van het aangewend kapitaal geen andere kunnen zijn dan die welke aangenomen werden voor de toepassing van artikel 33, § 3, der samengeordende wetten op de inkomstenbelasting, en van artikel 13 der wet op de uitzonderlijke winsten? (*Minist. omzendb.*, § 41.)

Gezegd kapitaal wordt vastgesteld door de samentelling van het werkelijke kapitaal, bij den aanvang van het dienstjaar, en van de reservefondsen, met inbegrip van die der herschatting, welke voorgoed gelden als winsten belastbaar met de belasting op roerende zaken of met de bedrijfsbelasting. (Verslag der Middenafdeeling, *Gedr. Stuk.*, 1919-1920, n^o 240 en antwoord op de vraag n^o 112 van 25 April 1922, bl. 254.)

Dit werkelijk aangewend kapitaal zal men in aanmerking moeten nemen om de belasting op roerende zaken te berekenen tegen het inkomen, dat het opbracht.

Het spreekt vanzelf dat de aanslag alleen dan geschiedt wanneer er winsten zijn gemaakt. Eene vennootschap, die hare balans sluit met verlies, heeft, evenmin als een particulier, eenigen last te betalen.

De belasting op roerende zaken 10 t. h. zal toegepast worden op de werkelijke inkomsten van het kapitaal. Het zal soms moeilijk zijn, de verdeeling te maken tusschen de opbrengsten van het kapitaal en die van de bedrijfsverrichtingen, terwijl men het werkelijk en zuiver inkomen als grondslag van de belasting op roerende zaken nemen moet. Het bedrag van 6 t. h. is een maximum.

Om de voorgestelde hervorming tot stand te brengen, volstaat het, een lid van een volzin in artikel 14 der wetten op de inkomstenbelasting te doen wegvallen en een nieuw lid in artikel 21 in te voegen. Zóó zal de tekst dezer organieke wet volledig blijven, zonder dat men verplicht zij, eene bepaling onder een ander opschrift op te nemen.

De slotbepaling van het ontwerp is eene overgangsbepaling; zij behoeft niet te worden gewettigd.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.
